



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Bouches du Rhône
Pôle d'activités Aix-en-Provence
30 rue Albert Einstein
Bâtiment G - CS 90448
13592 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 3

Marseille, le 14/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV MEDITERRANEE JDR (ex. SITA SUD)

rue Antoine Becquerel
CS 17216
11100 Narbonne

Référence : D-2024-1509
SPR/1328/2024
Code AIOT : 0006400578

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2024 dans l'établissement SUEZ RV MEDITERRANEE JDR (ex. SITA SUD) implanté JAS DE RHODES 13170 Les Pennes-Mirabeau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV MEDITERRANEE JDR (ex. SITA SUD)
- JAS DE RHODES 13170 Les Pennes-Mirabeau
- Code AIOT : 0006400578
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUEZ RV Méditerranée est autorisée par arrêté Préfectoral du 22 octobre 2019 pour l'exploitation de l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux du Jas de Rhodes, située sur la commune des Pennes Mirabeau dans le département des Bouches du Rhône (13).

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-----------------------|---|--|-----------------------|
| 2 | Systèmes de détection | Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 7.4.4 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------------------------|---|-------------------|
| 1 | Installations électriques | Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 7.4.2 | Sans objet |
| 3 | Entretien des moyens d'intervention | Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 7.7.2 | Sans objet |
| 4 | Ressources en eau et mousse | Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 7.7.3 | Sans objet |
| 5 | Formation du personnel | Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 7.6.6 | Sans objet |
| 6 | Recouvrement des déchets formation | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 VIII et IX | Sans objet |
| 7 | Détection incendie | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI | Sans objet |
| 8 | Plan de défense incendie | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à un constat d'une défectuosité sur un détecteur de gaz situé dans le container N°1 du moteur de valorisation du biogaz, l'exploitant doit procéder à la remise en conformité dans le meilleur délai.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 7.4.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, |
| Prescription contrôlée : |

| |
|--|
| <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'APAVE est venu contrôler les installations électriques de l'ISDND le 09 avril 2024. Plusieurs préconisations, relatives à des non-conformités ont été notifiées dans le rapport de conclusion. Selon le Certificat Q18 de l'APAVE l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.</p> <p>Le 19 juin 2024, l'exploitant a mandaté une société pour réparer les installations électriques selon les préconisations visées dans le rapport de l'APAVE.</p> <p>L'APAVE est de nouveau passé le 21 juin 2024, pour contrôler la remise en conformité de l'installation.</p> <p>Dans son rapport (certificat Q18) du 12/07/2024, l'APAVE certifie que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.</p> <p>L'exploitant tient à jour un tableau de suivi des réparations et des interventions sur l'installation électrique de l'ISDND.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 2 : Systèmes de détection et extinction automatiques

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 74.4</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Détection et incendie</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 7.2.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. Les installations disposent d'un réseau de détection incendie approprié et adapté à chaque zone ou risque: • la zone en cours d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux est équipée d'un système de détection infrarouge ; • Le bâtiment de tri est entièrement équipé d'un système de détection</p> |

de fumée ; détection de flamme sur certains moteurs du process et la zone de stockage des balles de déchets ; le déclenchement des rideaux d'eau sur les ouvertures dans les murs coupe-feu est asservi à cette détection de fumée ; la presse à balle est équipée d'un système de détection de fumée. • La plateforme de valorisation du biogaz est équipée d'un système de détection de gaz.

Constats :

Deux parties de l'installation ont été recensées, en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire, et disposent de dispositif de détection.

Pour la plateforme de valorisation des biogaz, quatre détecteurs de gaz et fumées sont disposés dans les deux moteurs de valorisation (deux par moteur).

Pour la zone en exploitation une caméra thermique balaye, en permanence, la zone de déchargement et d'enfouissement des déchets.

La société Autochim est intervenue le 06/12/2023 pour contrôler le bon fonctionnement des détecteurs de gaz de la plateforme de valorisation. On constate qu'un détecteur situé dans le container du moteur n°1 est hors service et à changer. Au jour de l'inspection ce capteur n'était pas remplacé.

Pour le détecteur thermique de la caméra surveillant la zone d'exploitation, l'exploitant dispose d'un rapport de contrôle complet datant de plus d'un an, soit le 08 juin 2023. Néanmoins, il présente à l'inspection deux bons de commande du 07/02/2024 et du 18/06/2024 pour une intervention de la société Procelec en février 2024 et la société BBTP en juin 2024 pour le contrôle du bon état de fonctionnement de la caméra.

L'exploitant au jour de l'inspection ne dispose pas des rapports liés à ces interventions.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre sous 1 mois :

- le justificatif du remplacement du détecteur de gaz à l'intérieur du container du moteur N°1
- les deux rapports d'intervention de la société Procelec en février 2024 et de la société BBTP en juin 2024 correspondant à la vérification du bon état de fonctionnement de la caméra thermique.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 7.7.2

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle régalién

Prescription contrôlée :

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection

| |
|--|
| des installations classées. Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous :Type de matériel Fréquence minimale de contrôle Extincteur Annuelle Robinets d'incendie armés (RIA)Annuelle Système d'extinction automatique à eau (sprinkler) et rideau d'eau Semestrielle Installation de détection incendie Semestrielle Installations de désenfumage Annuelle Portes coupe-feu Annuelle Bâche incendie Annuelle Poteaux incendie Annuelle Réserve fixe incendie du bâtiment de tri Annuelle Pomperie associée à la réserve fixe incendie du bâtiment de tri Annuelle |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant utilise le logiciel "Synergie" permettant de gérer la planification des intervenants extérieurs pour les contrôles du matériel de prévention et de défense incendie.</p> <p>Dernièrement, en plus des contrôles relevés au point de contrôle précédent, le 07/03/2024 a eu lieu un contrôle par la société Eurofeu des extincteurs.</p> <p>Les 2 bâches incendie du site de 1 000 m³ font l'objet d'un contrôle annuel par l'exploitant (vérification du niveau, de l'absence de fuite et du bon état fonctionnel du raccordement). Ce contrôle fait l'objet d'une traçabilité sur le logiciel Synergie.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Ressources en eau et mousse

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 7.7.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eaux incendie |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : • une réserve d'eau d'au minimum 3600 m³, répartie entre 1600 m³ pour le bassin ERI Sud, 1000 m³ dans une bâche souple placée à proximité du bassin ERI Sud et 1000 m³ dans une bâche souple placée au nord. Les bâches souples respectent la norme NF S26-250 de novembre 2017 ; • 10 poteaux incendie aux endroits stratégiques du site-7 hydrants alimentés par le réseau public conformes aux normes NFS 61 213 et NFS 62 200, avec un débit minimum de 60 m³/h sous un bar de pression pendant au moins deux heures dont : 3 poteaux incendie existants au nord et à l'est du site (PI806, PI807, PI808), 4 poteaux incendie autour du bâtiment de tri-3 hydrants alimentés par une réserve autonome, à disposer à proximité de la zone d'extension du bâtiment de tri ; • Des poteaux incendie autonomes équipés les réserve d'eau d'extinction (bassin ERI sud et bâches souples) • une citerne de 30 m³ proche de la zone d'implantation du bassin ERI Nord-Est et accessible par la voirie périphérique du site, équipée d'une pompe vide-cave alimentée par un groupe électrogène avec une panoplie de flexibles et lances incendie ; • présence d'extincteurs en nombre et de nature suffisants placés aux endroits stratégiques (poste d'accueil et de contrôle, bâtiment Tri, bureaux administratifs et locaux sociaux, atelier, ISDND, torchère, plateforme de valorisation énergétique, ...) ; • des RIA (Robinet Incendie Armé) à l'intérieur du bâtiment de tri et au niveau des auvents de stockage de balles ; • un système d'alarme à déclenchement automatique sur la plateforme de traitement et de valorisation du biogaz, avec alerte du technicien en charge de son exploitation.L'ensemble de ces équipements et matériels est strictement réservé à la lutte contre l'incendie.Le dispositif de lutte contre l'incendie pourra être complété en tant que de besoin à la demande de la Direction Départementale des Services incendie et secours.Une zone de 50 m est tenue débroussaillée aux</p> |

abords extérieurs de la clôture du site, en accord avec les propriétaires concernés et les différentes prescriptions réglementaires applicables en la matière. Tout autour du casier en cours d'exploitation, une bande de 50 m est entièrement débroussaillée et maintenue en l'état en permanence. En cas de terrain non horizontal, cette distance sera portée à 75 m. En outre, l'exploitant réalisera un débroussaillage régulier des zones à l'intérieur de la clôture, situées sous les vents dominants et en prolongement de l'alvéole en cours d'exploitation habituelle

Constats :

L'exploitant dispose des moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre définis dans son arrêté d'exploitation. Notamment il dispose de 8 poteaux incendies sur l'ensemble du site

Les 8 poteaux ont été contrôlés par la société SARP le 18 juin 2024.

Le rapport de la société SARP indique que les 8 poteaux disposent tous d'un débit disponible supérieur à 60 m³/h.

Le poteau référencé N° 8 ou 108 selon l'AP à proximité de l'ISDND qui disposait d'un débit insuffisant l'année dernière, présente au 18 juin 2024 un débit disponible de 72 m³/h.

Contenu des emplacements éloignés des poteaux n°7 et 8, ces deux poteaux sont alimentés par un surpresseur.

A la date de l'inspection, le débroussaillage intérieur et extérieur du site est terminé.

Le SDIS est intervenu sur site au mois de mai 2024 en visite préalable pour la définition des travaux de débroussaillage notamment en matérialisant les 50m aux abords extérieurs de la clôture du site, qui sont à maintenir débroussaillés. Une visite d'inspection de contrôle, relative à la bonne exécution du débroussaillage, a été réalisée le 06 juin 2024 par le SDIS, qui n'a émis aucune observation.

Si des constats de repousse excessifs devaient être constatés durant la période estivale, l'exploitant s'engage à reprendre le débroussaillage des zones jugées nécessaires, conformément aux prescriptions.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 7.6.6

Thème(s) : Risques chroniques, formation

Prescription contrôlée :

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Constats :

Le personnel intervenant est sensibilisé aux risques inhérents à l'installation au travers d'une part des formations d'équipiers de Première Intervention (dernière formation en novembre 2022), des points de sensibilisation hebdomadaires et des visites managériales de sécurité chaque mois.

Le 02/05/2024 a eu lieu une formation du personnel aux rappels des procédures internes (fiche réflexe ...).

| |
|--|
| |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : Recouvrement des déchets formation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 VIII et IX |
| Thème(s) : Risques chroniques, Sécurité incendie casier et exercice |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>VIII. - Une part suffisante du personnel est formée à l'utilisation et au transport des matériaux de recouvrement en cas de sinistre. Le personnel extérieur au site reçoit une information sur les risques incendies du site et sur la conduite à tenir en cas de sinistre. IX. - Dans le trimestre suivant le début de l'exploitation de l'installation, l'exploitant organise un exercice de défense contre les incendies. Cet exercice est renouvelé tous les trois ans, jusqu'à la fin de la période d'exploitation du site. Chaque exercice fait l'objet d'un compte rendu.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'ensemble des opérateurs opérant dans le casier en exploitation disposent d'un CACES (Certificat d'Aptitude à la Conduite d'Engins en Sécurité) en relation avec les chargeurs et compacteurs.</p> <p>De plus, des visites managériales régulières sont organisées afin de vérifier la capacité des opérateurs au transport des matériaux de recouvrement en cas de sinistre (dernière en date du 02/04/2024).</p> <p>Les derniers exercices incendie ont été réalisés le 06/07/2023 (incendie sur une cabine d'un semi-remorque) et le 23/08/2023 (départ de feu sur un engin de manutention des déchets).</p> <p>Chaque exercice fait l'objet d'un compte rendu et est enregistré sur le logiciel interne Synergie.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 7 : Détection incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance zone en exploitation et autres |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>VI. - La zone en cours d'exploitation et les autres zones désignées dans le plan de défense contre les incendies défini à l'article 33 bis sont équipées d'un dispositif de détection des départs d'incendies, opérationnel de manière permanente, correctement installé, entretenu et régulièrement testé. Ce dispositif est associé à une alarme à destination du personnel présent sur le site. Lorsqu'aucun personnel n'est présent sur le site, l'alarme est transmise à des personnes internes ou externes désignées par l'exploitant et formées en vue de déclencher les opérations nécessaires. Lorsqu'une présence permanente est assurée sur le site, des rondes régulières sont réalisées par du personnel formé aux abords des casiers en exploitation et des zones d'entreposage de déchets lors des périodes d'inactivité. Dans tous les cas une ronde est organisée au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel.</p> |

| |
|--|
| |
| <p>Constats :</p> <p>Pour la zone en exploitation une caméra thermique balaye en permanence la zone de déchargement et d'enfouissement des déchets. Cette caméra fait l'objet de deux contrôles annuel de maintenance.</p> <p>En cas de détection d'une température anormalement élevée, le dispositif suivant se met en marche : déclenchement d'une alarme par transmission de SMS vers la centrale d'incendie et vers les responsables d'astreinte et le gardien du site.</p> <p>En dehors des heures d'ouverture, il y a la présence d'un gardien en permanence qui effectue des rondes régulières, avec pointages aux différents endroits stratégique de l'installation. Notamment une ronde est organisée au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 8 : Plan de défense incendie

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense incendie comprenant au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la procédure relative à la conduite à tenir en cas d'incendie sur l'installation ; - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; <ul style="list-style-type: none"> - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des bassins de rétention, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - les plans des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets, avec une description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - les comptes rendus des exercices de défense contre les incendies. II. |

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours. III.

En cas d'incendie, l'exploitant met en œuvre les actions prévues par le plan de défense incendie.

Constats :

L'exploitant dispose d'un plan de défense incendie comprenant les documents visés.

Une présence humaine est assurée en permanence soit par le personnel d'exploitation soit par un gardien.

En plus de la transmission du plan incendie au SDIS, l'exploitant met à disposition des services de secours, à l'entrée du site, une « Boite Pompier ».

Cette boîte contient le plan stratégique de l'installation avec les points d'eaux, les sectionnements du réseau bioagaz, les endroits à enjeux (la zone en cours d'exploitation, la plateforme de valorisation des biogaz, plateforme de traitement des lixiviats, bassins, centre de tri....)

Type de suites proposées : Sans suite